

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 2020-143

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

32

L'an deux mille vingt, le neuf décembre le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au Pré des Arts, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur CESARO Joseph, Maire

Étaient présents : CESARO Joseph, DEBORDE Elisabeth, CHAKIR Karine, ARDICHVILI Emmanuel, KHAYAT Mélanie, VIENNE Jacques, MAGLIARO Elena, JOSEFOWICZ Patrick, DOMISSY Claire, GARNIER Bernard, MEUNIER Pierre, PAILLARD Anne, MASSON Thierry, GARNESSON Claude, MINEREAU-GAY Olivier, ROULIN Laure, ADAMI Lise, COUTEL John, FONTAINE Aubane, LAMBIN Céline, MURAT Jean-Benoît, PAUL Kathryn, ETORÉ Christophe, BOSSARD Frédéric, ROUGELIN Alexandra, DAUNIS Marc, DERONT-BOURDIN Gautier.

Procurations : DESPINASSE Didier à ARDICHVILI Emmanuel, REMILLIEUX Sébastien à COUTEL John, PEACOCK Valérie à ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine à DAUNIS Marc et LASSOUED Bouchra à DERONT-BOURDIN Gautier.

Absent : SANTOS Xavier.

Madame FONTAINE Aubane a été désignée secrétaire de séance.

OBJET

Mise en œuvre du règlement de
formation

La formation professionnelle a pour objet de permettre aux agents d'exercer de façon efficace les fonctions qui leur sont confiées en vue de la satisfaction des besoins des usagers et de l'accomplissement des missions de service public. Elle doit favoriser le développement de leurs compétences, permettre leur adaptation aux nouvelles techniques et à l'évolution de l'emploi territorial et contribuer à leur intégration dans la fonction publique territoriale. Elle doit également accompagner la mobilité et la réalisation de projets professionnels.

La formation n'a cessé d'évoluer depuis ces 30 dernières années. En 2007, de profondes modifications ont été apportées par les textes en plaçant l'agent au cœur de son parcours professionnel et en instaurant un principe de formation tout au long de la vie.

Plus récemment, le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 a défini les dernières modalités de mise en œuvre du Compte Personnel d'Activité (dont le Compte Personnel de Formation – CPF) au sein de la fonction publique territoriale.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de mettre à disposition de chacun, le règlement de la formation des agents de la commune de Valbonne. Ce document-cadre permettra aux agents et à leur responsable hiérarchique de disposer d'un accès et d'un niveau égal d'information sur les dispositifs existants, les démarches à réaliser et les modalités de mise en œuvre de la formation au sein de la Collectivité.

Ce rapport présente ainsi les grandes lignes du règlement de formation ci-annexé.

A – La formation : qui et comment ?

Au sein de la Collectivité, l'agent est au cœur du processus de formation car il est le principal acteur de son parcours professionnel. Les encadrants orientent et accompagnent les agents dans la définition des besoins. Le service Formation et développement des compétences conseille, élabore et met en œuvre les actions répondant aux projets professionnels des agents comme des services.

Les organismes et formateurs agréés dispensent des formations répondant aux besoins exprimés. Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) est notre principal partenaire avec un catalogue en ligne consultable par tous. De plus, la Collectivité fait appel à d'autres prestataires selon la nature de l'action ou les contraintes spécifiques.

.../...

VOTES

Pour	32	
Contre		
Abstention		

Le plan de formation pluriannuel recense l'ensemble des actions de formation à mettre en œuvre, dans le respect des orientations politiques et du budget alloué.

B- Les différents types de formation

1- Les formations obligatoires

Les formations d'intégration et les formations de professionnalisation sont obligatoires et prévues par le statut. Elles sont nécessaires au maintien et au développement des compétences tout au long de la carrière mais aussi dans le cadre de la promotion interne et de l'avancement de grade.

2- Les formations facultatives

Les formations de perfectionnement, celles liées à l'hygiène, la sécurité et aux conditions de travail, les préparations au concours et examens et les journées d'actualité sont facultatives mais représentent un intérêt certain pour l'agent (déroulement de carrière) et/ou le service public (compétences et technicité).

Les formations personnelles à l'initiative de l'agent n'ont pas obligatoirement de lien avec la Collectivité. C'est le cas des formations qualifiantes et diplômantes, de la validation des acquis de l'expérience ou encore du bilan de compétences.

Les actions d'apprentissage du français et d'acquisition des savoirs de base ainsi que les formations syndicales peuvent également être sollicitées par le personnel municipal.

C- Les outils pour construire son parcours professionnel

Tout agent peut bénéficier d'un Livret Individuel de Formation (LIF) sous format numérique. C'est un outil personnel que l'agent met à jour tout au long de sa carrière.

Le dossier individuel de l'agent dispose d'un sous-dossier spécifique contenant tous les documents relatifs à son parcours de formation. Chaque agent est également destinataire de ces documents et il lui appartient d'en conserver une copie.

Enfin, le déploiement du Service Métier Déconcentré (SMD) par le logiciel CIRIL RH offre à chacun la possibilité de visualiser son dossier dont les formations suivies et leurs périodes de réalisation.

D- Le Compte Personnel de Formation (CPF)

Depuis le 1^{er} janvier 2017, tout agent public, fonctionnaire ou contractuel, bénéficie d'un Compte Personnel d'Activité (CPA) comprenant le compte d'engagement citoyen et le compte personnel de formation. Ce dispositif remplace les modalités du Droit Individuel à la Formation (DIF).

Le CPF est crédité de 25 heures par année de travail, dans la limite de 150 heures (des majorations sont prévues dans certains cas) afin de faciliter la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle : mobilité, promotion, reconversion y compris vers le secteur privé etc... Il peut être mobilisé partiellement ou en totalité, voire par anticipation.

Le CPF peut s'articuler avec les autres dispositifs de la formation professionnelle tout au long de la vie. L'agent l'utilise à son initiative mais sous réserve de l'accord de son administration.

La prise en charge des frais fait l'objet des plafonds suivants :

- s'il n'y a pas d'enjeu stratégique pour la Collectivité :
La mobilisation du CPF pourra être accordée en temps et/ou en valeur monétaire plafonnée à 500 €, le complément restant à la charge de l'agent,
- si la formation au titre du CPF constitue un enjeu stratégique en lien avec les orientations politiques, la Collectivité étudiera les dossiers au cas par cas, mais avec une participation systématique de l'agent pouvant aller jusqu'à 20% du financement de l'action engagée.

L'enveloppe annuelle des crédits alloués au CPF s'élève à 10 % du montant total affecté aux dépenses de formation (ligne budgétaire 011-020-6184). Elle prend en charge les frais pédagogiques uniquement. Les frais de déplacement sont à la charge de l'agent.

E- Les concours et examens professionnels

Tout agent a la possibilité de s'inscrire à un concours ou examen professionnel de la fonction publique dès lors qu'il remplit les conditions. Il s'agit là d'une démarche personnelle.

Néanmoins, l'agent peut solliciter, en amont, une formation de préparation aux épreuves.

Ces deux démarches sont bien distinctes : la Collectivité n'intervient que sur la partie formation (préparation) dont le suivi n'est pas lié à l'inscription aux épreuves.

Enfin, les frais de déplacement pour se rendre aux épreuves sont pris en charge par la Collectivité, sur la base du tarif le plus économique, dans la limite d'un concours ou examen par an.

F- Comment exercer son droit à la formation

Tout départ en formation doit avoir été validé au préalable par la/le responsable de service d'une part et par le service Formation d'autre part.

La prise en charge des frais annexes (restauration, hébergement, indemnité kilométrique...) dépend du type et du dispositif de formation mobilisé.

Pour faciliter les déplacements, la Collectivité favorise le covoiturage et met des véhicules de service à disposition des agents, sous réserve qu'ils soient en possession de leur ordre de mission ponctuel.

Enfin, l'articulation entre temps de formation et temps de travail offre aux agents les aménagements répondant au mieux aux nécessités de service et aux contraintes d'organisation liées à la formation.

SITUATION	RECUPERATION / HEURES SUPPLEMENTAIRES
Agent à temps complet (sur 4,5 jours), à temps partiel ou à temps non complet	Récupération de la durée réalisée au-delà du planning prévu
Agent annualisé	Le plus favorable à l'agent entre temps de formation et temps prévu au planning
Formation sur un jour non travaillé	Récupération 1 journée (non fractionnable en heures)
Participation à des colloques / séminaires un dimanche ou jour férié	Récupération majorée pour jour de dimanche ou férié, selon art. 10 du protocole
Agent en travail de nuit	Récupération immédiate, reprise des fonctions dans le respect du repos quotidien obligatoire de 11h entre deux services
Temps de trajet	Le temps de trajet est récupérable à hauteur de 50 % (selon « via Michelin ») à partir du 151 ^e km.

Pour résumer, l'objectif du règlement de formation est de permettre à chacun de s'appuyer sur un document référentiel à la fois informatif, réglementaire et organisationnel relatif à la formation des agents de la commune de Valbonne.

Ce rapport et son annexe ont été présentés pour avis aux membres du Comité Technique lors de la séance du 30 novembre 2020.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **ADOpte** le Règlement de formation ci-annexé ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 14 décembre 2020 et que la convocation du Conseil a été faite le 03 décembre 2020. La présente délibération a été affichée le 18 décembre 2020 et sera notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 18 décembre 2020

Le Maire,